Sports d'aventure et tourisme au début de la construction européenne en Pyrénées

La coopération transfrontalière entre la France et l'Espagne durant les
Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993

André Suchet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1488>

DOI : 10.4000/rga.1488

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Adventure sports and tourism at the beginning of the construction of Europe in the Pyrenees - URL :
<https://journals.openedition.org/rga/1498> [fr]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

André Suchet, « Sports d'aventure et tourisme au début de la construction européenne en Pyrénées », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 99-4 | 2011, mis en ligne le 06 mars 2013, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1488> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1488>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Sports d'aventure et tourisme au début de la construction européenne en Pyrénées

La coopération transfrontalière entre la France et l'Espagne durant les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993

André Suchet

- ¹ Actuellement, l'Union européenne (UE), représente un cadre institutionnel organisant l'espace communautaire européen et la coopération politique, économique et monétaire entre vingt sept États membres.¹ Projet formulé par quelques précurseurs dès 1920, l'Europe débute avec le traité de Rome en 1957 qui ouvre la Communauté économique européenne, puis évolue vers un marché unique européen. Dans l'histoire des pays de l'UE au tournant des années 1980 et 1990, certains faits marquent les esprits, en particulier la chute du mur de Berlin qui séparait la RFA de la RDA. Conjointement les années 1990 correspondent à la mise en place des eurorégions (Gaunard, 2002 ; Bataillou, 2002 ; Goldsmith, 1993). L'eurorégion Catalogne² date de 1991. Elle comprend Barcelone et Perpignan, mais aussi le département des Hautes-Pyrénées en France, alors que, réciproquement, la province de Huesca n'entre pas dans l'eurorégion. La zone appartient seulement à un programme de coopération, le réseau C-6 qui regroupe également depuis 1991 les villes de Toulouse, Montpellier, Barcelone, Palma de Majorque, Saragosse et Valence (Morata, 1995). Un grand nombre d'ouvrages traitent de l'histoire des idées politiques en Europe, ou de l'histoire des institutions, des traités et des orientations de développement économique (Laude, 2004 ; Lequesne & Doutriaux, 1995 entre autres ouvrages de synthèse sur les années 1980 et 1990), mais relativement peu d'études concernent les coulisses de la construction européenne, le devenir des subventions, la réalité de terrain des collaborations affichées. D'ailleurs, le suivi des aides attribuées est rendu difficile en raison des structures administratives locales et des projets qui peuvent solliciter une aide de l'Europe par différentes voies (Dressler-Holohan, 1992 ; Poli, 1995 ; Sousse, 2006, p.467), il convient donc

particulièrement de se tourner vers une géographie de terrain et une démarche qualitative via une étude de cas.

Quelle coopération transfrontalière en Pyrénées au début de la construction européenne ?

- 2 Pour comprendre localement la réalité des relations politiques, sociales et culturelles entre les pays de l'Union, un certain nombre d'indicateurs-témoins peuvent être utilisés. Les auteurs se préoccupent en particulier des transports, des réglementations, des traditions locales et festives, des programmes scolaires, ou encore de la nuptialité... Plus précisément, dans un état de l'art en sciences politiques Harguindéguy (2007) observe une « expansion exponentielle de la littérature scientifique relative aux coopérations transfrontalières ». Selon lui, trois branches se distinguent : les auteurs focalisés sur les frontières et leurs dynamiques propres voire anthropologiques, les spécialistes des problématiques régionales, et les chercheurs issus des études en relations internationales.
- 3 Dans une perspective, en quelque sorte régionale, le présent article envisage le cas d'un programme de compétitions sportives et touristiques de nature³, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, ou *los Juegos Pirenaicos de la Aventura*, conçus à la fin des années 1980 et organisés au printemps 1993. Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure sont un projet pensé à partir de 1988, au moment où l'Espagne vient de rejoindre la France dans l'Europe économique et politique à travers l'Acte unique européen (entré en vigueur en 1987). Les premières demandes de financement sont déposées en 1989 pour étude de faisabilité, puis de 1990 à 1993, ce qui correspond à la mise en place du programme de soutien aux coopérations transfrontalières INTERREG 1 en Pyrénées. L'ouverture des Jeux au printemps 1993 coïncide avec la période de ratification du traité de Maastricht qui donne naissance à l'UE (le traité est signé le 7 février 1992, ratifié pendant 1992 et 1993, par les douze pays la Communauté européenne dont la France et l'Espagne, Bitsch, 2003 ; Lequesne & Doutriaux, 1995). Les Jeux se déroulent en partie dans l'eurorégion Catalogne, et entre les villes du réseau C-6. La notion de coopération transfrontalière, qu'il ne faut pas confondre avec les mesures actuelles de coopération territoriale (Levrat, 2006), date de cette période.

Figure 1 : Carte de l'Europe des douze et des zones concernées par INTERREG 1.

Carte des zones éligibles à une aide de l'Union Européenne pour la coopération transfrontalière au titre des financements INTERREG 1, c'est-à-dire sur la période 1990-1993. La France et l'Espagne sont concernées au niveau des Pyrénées mais aussi sur l'ensemble de leurs limites non maritimes, ou lorsqu'une proximité particulière facilite les échanges (Coletti, 2010).

- 4 Il peut sembler surprenant de retenir le fait sportif pour comprendre la géographie politique de l'Europe, ou sa géopolitique (au sens de Rosière, 2007). Effectivement, –au-delà des critiques dépassées sur le manque de sérieux du fait sportif pour la recherche académique–, le sport cultive la politique de l'apolitisme (Defrance, 2000). Les grandes compétitions internationales, au premier rang desquelles figurent les jeux Olympiques, se présentent comme idéal de paix, de tolérance entre les peuples et en tant que manifestation éminemment apolitique. Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993 qui nous préoccupent inscrivent le même discours dans leur charte qui affirme :

« Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, [...], veulent se situer dans la tradition de l'esprit de l'olympisme tel que défini par Pierre de Coubertin. [...] Les buts des Jeux Pyrénéens de l'Aventure sont ceux de l'olympisme en ce sens qu'ils souhaitent mettre le sport au service du développement harmonieux de l'homme pour encourager l'établissement d'une société pacifiste soucieuse de préserver la dignité humaine ».

« L'Association des Jeux Pyrénéens de l'Aventure s'oppose à toute utilisation abusive politique ou commerciale des sports d'aventure, des athlètes ou des espaces fréquentés »⁴.

- 5 Pour autant le sport demeure un reflet pertinent des relations internationales et des configurations politiques (Augustin & Gillon, 2004 ; Errais, Mathieu et Praicheux, 1990). Depuis la fin des années 1950, l'attribution à une ville d'une Coupe du monde de football, puis d'une coupe d'Europe représente une décision politique importante. Avec les rencontres internationales, le sport demeure en fait un terrain de lecture de la situation géopolitique. À ce titre, étudier la gouvernance⁵ des Jeux Pyrénéens de

l'Aventure/*Juegos Pirenaicos de la Aventura* semble pouvoir révéler quelques réalités du développement local pyrénéen transfrontalier à la fin des années 1980, début 1990.

- 6 Si plusieurs textes donnent les Jeux Pyrénéens de l'Aventure en exemplarité d'initiative communautaire entre la France et l'Espagne⁶, quelles sont les modalités d'organisation communes des compétitions ? Quels sont les différents échanges politiques, sociaux et culturels entre les vallées sur le plan du sport et du tourisme en Pyrénées au début de la construction européenne ? Plus précisément, de quelle coopération transfrontalière témoignent, sur le terrain, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993 ?

Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, ou *los Juegos Pirenaicos de la Aventura*

« Ces Jeux pyrénéens ouvrent une nouvelle ère de la cohabitation et de la collaboration entre nos deux pays » Propos d'ouverture de José Luis Sierra.⁷

« Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure seront le premier exemple sportif de l'ouverture des frontières » Journal télévisé France 3 du 20 mai 1992.⁸

- 7 Organisés au printemps 1993, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, ou *los Juegos Pirenaicos de la Aventura*, réunirent plus de 1 000 athlètes venus de 26 pays du monde sous les yeux de 21 000 visiteurs. Regroupées sur neuf jours avec une cérémonie d'ouverture et de clôture selon les principes d'une olympiade, les épreuves se déroulèrent dans la vallée d'Aure en France (département des Hautes-Pyrénées) et dans le haut du Sobrarbe en Espagne (province de Huesca). Réalisée sous le patronage du CIO, avec les différents comités olympiques des pays frontaliers en Pyrénées, la semaine de compétitions se présentait comme un très grand événement sportif et touristique innovant. BMX, skateboard, escalade, parapente, deltaplane, hydrospeed, canyoning, rafting... pour la première fois le drapeau olympique flottait au dessus des nouvelles pratiques d'aventure et de nature (Suchet, Jorand, & Tuppen, 2010).
- 8 Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure sont l'idée d'un moniteur de spéléologie de la région Midi-Pyrénées nommé Jacques Marion. Créateur de la Maison des Gouffres et président-fondateur de Ouarnède Loisirs⁹, ce dernier regrettait le « déficit d'image des Pyrénées vis-à-vis des Alpes » qui handicapait les prestataires locaux du tourisme de montagne. Inspiré par la dynamique des jeux Olympiques d'hiver en préparation pour 1992 à Albertville (Rhône-Alpes) et par celle des Jeux Méditerranéens prévus en 1993 à Agde (Languedoc-Roussillon), l'idée de Jacques Marion est de créer des Jeux de Printemps, c'est-à-dire des Olympiades de l'aventure. Au départ le projet lancé par Jacques Marion ne concerne pas l'Espagne, aucune dimension transfrontalière n'est envisagée.
- 9 Au début de l'année 1989, grâce à l'aide d'un consultant en tourisme nommé Yves Janvier, Jacques Marion porteur du projet va convaincre la DATAR de lui accorder une subvention de 300 000 francs pour l'étude de faisabilité. Mais, la DATAR impose une dimension transfrontalière avec l'Espagne et, dans les discussions, les Jeux de Printemps deviennent les Jeux Pyrénéens de l'Aventure pour mieux souligner l'ancrage territorial et transfrontalier du projet. En octobre 1989, Jacques Marion crée une association nommée *Jeux Pyrénéens de l'Aventure* et mobilise les directions départementales des fédérations sportives concernées. Il s'agit d'élaborer le calendrier des compétitions, de préciser le type d'épreuves et les conditions de sécurité nécessaires au bon déroulement des Jeux. L'étude de faisabilité, donne une conclusion positive. Afin de répondre aux contraintes transfrontalières du projet fixé par la

DATAR, parmi les sites dont il avait connaissance, Jacques Marion s'oriente rapidement vers la station de Saint-Lary dans la vallée d'Aure. À proximité de la frontière, en altitude, le tunnel d'Aragnouet-Bielsa relie la Vallée d'Aure au Sobrarbe et permet de joindre Ainsa hors saison de chutes de neige.

La frontière sur proposition des institutions

- 10 L'imposition d'une dimension transfrontalière au projet des Jeux de Printemps reflète bien les préoccupations politiques du début des années 1990. Non seulement la DATAR et la MOPU, organisme correspondant pour l'Espagne, préparent la conférence de Jaca au sujet d'un développement transfrontalier des Pyrénées¹⁰, mais plus largement, et dans tous les discours politiques que nous avons consulté sur la période 1988-1993, l'Europe est de tous les projets. Le témoignage d'un consultant impliqué dans les Jeux détaille les pratiques de terrain : « C'est sûr en 1990, monter un dossier sans un volet européen... on pouvait pas être retenu. Moi au moment où Marion lance les Jeux, je travaillais pour une boîte de développement local en tourisme, on mettait systématique un chapitre Europe dans les projets, c'est comme aujourd'hui le développement durable, tu peux pas monter un dossier sans, même si c'est bidon ». Pour un responsable municipal de Ainsa, en Espagne « en 1989, la presse, les gens ne parlaient que du mur de Berlin, on avait l'impression que le mur de Berlin il était entre la France et l'Espagne, tout ce qu'on faisait fallait dire Europe, Europe ! »¹¹. Les entretiens à la municipalité de Saint-Lary-Soulan donnent les mêmes résultats, avec toujours une référence au mur de Berlin. Le 9 novembre 1989 semble imprégné dans la mémoire collective des années 1990, alors même qu'il s'agit du tourisme en Pyrénées.
- 11 Il faut dire que pour l'Association des comités nationaux olympiques d'Europe (ACNOE) qui rejoint un peu plus tard le projet, la dimension transfrontalière est fondamentale¹². En 1993, l'ACNOE est dirigée par Jacques Rogge dont les ambitions appellent le développement d'un mouvement olympique européen jusqu'alors presque inexistant (Chappelet, 1991 ; Chappelet & Bayle, 2005). Chaque continent dispose effectivement de jeux Régionaux, ce n'est pas le cas de l'Europe. Pour Jacques Rogge, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure peuvent devenir à plus long terme des jeux de l'Aventure, sur le modèle des jeux Régionaux. D'ailleurs la charte 1993 précise « les épreuves des Jeux Pyrénéens ne seront pas concurrentes avec celles des jeux Olympiques. Seule des disciplines non olympiques figureront au programme ».
- 12 Enfin, la position des dirigeants de la Communauté européenne mérite également d'être connue pour comprendre l'histoire des politiques sportives en Europe au moment de la signature du traité de Maastricht. En décembre 1992, Jaques Marion se présente au Berlaymont à Bruxelles pour solliciter une subvention directe de la commission Européenne. La proposition qui lui est faite oblige à « former une seule et unique équipe sportive pour l'Europe », et « les allemands, les français, les espagnols, les portugais... de faire défiler tous les athlètes sous le drapeau européen »¹³. La commission Européenne tente ainsi avec les Jeux Pyrénéens de l'Aventure un banc d'essai méconnu de politique sportive communautaire. Une proposition impensable aux jeux Olympiques ou dans une finale de Coupe du monde et dont la réalité soulèverait une crise diplomatique. En 1993, les dirigeants européens tentent d'inscrire un précédent. La proposition est discutée avec le Mouvement Olympique impliqué dans l'organisation des Jeux. Jacques Marion propose l'affaire à Jacques Rogge également

présent à Bruxelles. Jacques Rogge refuse de « cautionner cela »¹⁴ et l'organisation des Jeux s'éloigne du volet culture et communication de commission Européenne. Dans les faits, l'Europe intervient à hauteur de presque 5 millions de francs sur l'INTERREG 1, un programme de soutien aux coopérations transfrontalières mis en place sur la période 1990-1993 (Bataillou, 2002 ; Harguindeguy, 2007 ; Poli, 1995). Les sommes de INTERREG 1 étaient allouées par département, et Jacques Marion raconte « on a pris pratiquement toute l'enveloppe destinée aux Hautes-Pyrénées ». La subvention est versée en France pour favoriser l'échange avec l'Espagne, mais l'ensemble reste dépensé en France. Conjointement, l'entreprise Nouvelles Pyrénées, en charge du montage des jeux, utilise le Fond social Européen (FSE) pour les programmes de formation dans la mesure où l'équipe était composée de stagiaires, au nombre de dix. « Ça fonctionnait tout sur l'argent de l'Europe, l'entreprise à Marion. Il dit qu'il avait je sais combien de personnes, mais en fait ils étaient deux ou trois. Tout le reste, c'était des emplois aidés, [...] des emplois de l'Europe, plus il en avait, plus il touchait de fric »¹⁵. De l'autre côté, l'organisation des Jeux en Espagne use également de fonds publics à partir de l'argument d'une coopération transfrontalière.

Que faire de la frontière ?

- 13 Sur le terrain, la vallée d'Aure et le haut du Sobrarbe disposent de sites déjà équipés en faveur des nouvelles pratiques sportives et d'une configuration politique locale favorable. Mais en dépit des rapprochements économiques et industriels avec le transport de marchandise dans le tunnel d'Aragnouet-Bielsa, un rapprochement favorisé par les origines espagnoles du premier maire de Saint-Lary-Soulan, Vincent Mir,¹⁶ une véritable culture transfrontalière n'est pas présente. Contrairement à la Catalogne ou à l'extrémité occidentale des Pyrénées en proie au séparatisme basque, la vallée d'Aure et le Sobrarbe n'ont aucune tradition linguistique commune (Allières, 1995). Le « barrage de la langue » demeure très concrètement. La quasi-totalité des responsables du tourisme et du sport dans les années 1990 en Pyrénées que nous avons rencontré ne peuvent pas communiquer dans l'autre langue. À l'inverse de toutes les recommandations d'organisation commune avec un échange politique, social et culturel entre les vallées dans le cadre d'un développement local pyrénéen transfrontalier¹⁷, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, ou *los Juegos Pirenaicos de la Aventura*, révèlent une division du travail entre l'Espagne et la France. La gouvernance des Jeux, formellement commune – une association coprésidée par Maurice Dubarry en France, José Luis Sierra, en Espagne –, comporte sur le terrain une double organisation séparée (figure 1). Entre les deux, Sandrine Valentie et Juan Carlos Crespo qui sont chargés des traductions et des relations France-Espagne deviennent relais au sens de Crozier & Friedberg (1977). Sandrine Valentie appartient à l'organisation française avec une partie de son activité en Espagne, et réciproquement pour Juan Carlos Crespo (figure 1). La gestion n'est pas commune. Les budgets sont séparés¹⁸, les sommes versées pour financement commun sont ensuite divisées entre la France et l'Espagne. Il en est d'ailleurs de même pour l'ensemble des opérations de coopération transfrontalière en Pyrénées. Chaque partie mobilise l'argument transfrontalier pour obtenir des subventions publiques de son pays, subventions utilisées ensuite entièrement dans le pays concerné. En 1993, lorsqu'une des deux parties des Jeux est en difficultés financière, l'organisation française, l'autre pays n'intervient pas¹⁹, alors même que la

coprésidence de l'association (figure 1) oblige chaque partie à compenser le déficit, en tout cas au regard de la législation française à laquelle est soumise la structure.

- 14 Plus encore qu'une division du travail pour éviter la collaboration transfrontalière, d'autres témoignages sur la même période révèlent des projets d'échanges locaux factices dans le but d'obtenir « un maximum d'argent public », notamment les fonds disponibles au début de INTERREG 1. Pour beaucoup, « c'était l'Europe vache à lait ».

Les témoignages sont accablants :

« C'était pas du tout étonnant pour un dossier en 90, à l'époque, quand on faisait les grands marchés touristiques Artisanat local pour faire se rencontrer les traditions de Parzán, de tout le Haut Aragon, avec les artisans français... on montait un dossier, il fallait la signature d'un espagnol, on allait toujours voir le même parce qu'il parlait français. Après t'avais l'affiche dans les deux langues, l'orchestre qui jouait une soi-disant musique espagnole, et des Espagnols parmi les exposants ? ... t'en avait qu'un seul, le partenaire du départ qui avait signé ».

« En 1990 [...] l'Europe... l'Europe c'était une étiquette, comme aujourd'hui le développement durable ».

« Dans les années 1990, pour un jeune, monter des projets transfrontaliers sur fond public, c'était quasiment... c'était un débouché professionnel. Mais, c'est fini tout ça ».

- 15 Dans tous les autres cas mentionnés pendant les entretiens avec des élus locaux et des présidents d'associations sportives sur la période 1988-1993 en France ou en Espagne²⁰, l'impossibilité de communiquer dans l'autre langue paraît un facteur déterminant. De plus, excepté sur quelques secteurs d'activité précis (achats en Espagne pour les Français, vacances des classes montantes espagnoles dans les stations de ski en France...), les personnes témoignent d'une faible tradition d'échange entre les vallées des Hautes-Pyrénées et le haut Aragon. Historiquement, au-delà des difficultés de passage entre les vallées, l'Espagne et la France ne partagent pas les mêmes résolutions des problèmes sur le terrain ou en politique, ni la même conception de l'action collective. Les rapprochements sont politiques ou économiques (Harguindeguy, 2007 ; Keating, 1997 ; Morata, 1995 ; Poli, 1995), mais il manque localement les motivations sociales et culturelles. Entre division des réalisations et collaborations factices, les subventions ne servent pas souvent la réalité de terrain. Autrement dit, la construction d'une Europe politique dans les Pyrénées au début des années 1990 se heurte à la question des nationalismes à l'Est et vers l'Ouest –pays Basque et Catalogne–, mais aussi à un manque d'affirmation transfrontalière au centre de la chaîne.

Figure 2 : La frontière dans la gouvernance des Jeux Pyrénéens de l'Aventure en 1993.

La frontière divise clairement l'organisation des Jeux en deux parties, au lieu de servir de « *trait d'union entre les peuples de l'Union* » au sens des recommandations MOPU et DATAR. Les acteurs relais sont constitués par des personnes en charge des traductions, c'est-à-dire qui peuvent communiquer dans l'autre langue. Alors que le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, est espagnol, les relations avec l'ensemble du Mouvement Olympique se font par le biais de l'organisation française des Jeux.

- 16 En termes de gouvernance, le fonctionnement des organisateurs en Espagne témoigne d'une moindre formalisation du système d'action concret (au sens de Crozier & Friedberg, 1977 ; Friedberg, 1993). Premièrement la distinction française entre élus politiques décisionnaires au sein de l'association Jeux Pyrénéens de l'Aventure ou partenaires (conseil général, municipalité de Saint-Lary-Soulan...) « qui restent dans les bureaux » et stagiaires, salariés, bénévoles présents sur le terrain ne joue pas. Sandrine Valentie, traductrice en charge des relations avec l'Espagne raconte « Les politiques, ils étaient sur le terrain, ce n'était pas du tout comme en France, Eva Almunia (aujourd'hui à un poste de secrétaire d'État), elle est venue faire les repérages avec moi (pour le déroulement des épreuves sportives sur le terrain)... ». Par contre, le financement quasi-uniquement public est un point commun de l'organisation française et espagnole. En Espagne, toutes les installations sont terminées au dernier moment. Une situation qui ne semble pas réduire l'efficacité ni la qualité de l'organisation en Pyrénées espagnoles.

« Le mur d'escalade a été monté pendant la nuit, la veille de la visite de sécurité ! Y'a pas une erreur de montage... pas une ». « Les Espagnols, ils toujours tout fait en retard, mais ils sont toujours arrivés avant nous »²¹.

« Les Espagnols, il faut le dire, avec une équipe beaucoup moins nombreuse, ils ont été beaucoup plus efficaces que nous »²².

- 17 Une sorte de division subjective des compétences joue. En raison de l'origine française du projet, les dossiers communs (relations olympiques, invitations des concurrents, conception du programme...) sont montés en France par l'entreprise Nouvelles Pyrénées ou par Maurice Duchêne en qualité de fonctionnaire détaché. La France concentre la bureaucratie (Crozier, 1963). Documents d'autorisation, contrats, factures, dossiers de subvention, comptes-rendus techniques, envoi des invitations à tous les participants, bilans sportifs et relations aux fédérations, documents de synthèse...

l'organisation française des Jeux se trouve étonnement bureaucratique. En échange, les festivités sont organisées en Espagne. Après l'ouverture qui se déroulait au tunnel d'Aragnouet-Bielsa, un spectacle chorégraphique et pyrotechnique est organisé à Aínsa sur le thème des peintures de Miró, « C'était la fiesta ». D'anciens bénévoles ou responsables de l'organisation racontent les soirées en Espagne et lancent « le seul mot que je connais en espagnol, c'est *tinto* ! », c'est-à-dire *vino tinto*, le vin rouge²³.

- 18 Dans les faits, certaines difficultés politiques et financières de l'organisation française entraînent la perte du programme sportif et touristique ayant pour objet de pérenniser cet événement transfrontalier. Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993 restent la seule compétition olympique des sports d'aventure et de nature jamais organisée au plan international. Mais l'histoire houleuse de l'organisation strictement française n'est pas l'objet du présent article, tout au plus peut on observer l'absence d'une reprise espagnole de ce projet français en Pyrénées.

Discussion et conclusion

- 19 Liée aux pressions politiques de la DATAR au tout début du projet, c'est-à-dire précisément en 1989, la dimension transfrontalière des Jeux Pyrénéens de l'Aventure, représente un témoin particulièrement illustratif des usages locaux de la frontière dans un projet touristique et sportif en Pyrénées au tournant des années 1980 et 1990, ou plus largement des relations internationales entre la France et l'Espagne au moment du paradigme d'un développement local et transfrontalier. Les résultats montrent un fonctionnement parallèle d'une organisation française et d'une organisation espagnole plutôt qu'un travail de terrain en commun, division du travail qui permettait de contourner le problème de la langue. La moindre formalisation du système d'organisation en Espagne et le choix du déroulement des festivités sur le versant sud, tandis que la France concentre la bureaucratie des Jeux, donne l'effet d'une division des représentations associées à chaque pays. Par contre, le financement quasi-uniquement public, dans le cadre d'une intention de développement local transfrontalier est un point commun entre la France et l'Espagne. Par cet aspect, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993 apparaissent le témoin d'une Europe politique en construction au lendemain de 1989.
- 20 Sur un plan géographique, alors qu'un ensemble de contraintes physiques (pente, relief, climat...) laisse imaginer les espaces de montagne en zones privilégiées dans la mise en place des politiques transfrontalières, plusieurs facteurs maintiennent également le poids d'une « barrière naturelle » entre les populations (Velasco-Graciet, 1998). A ce titre, si les Jeux Pyrénéens de l'Aventure sont parfois montrés en exemplarité d'initiative communautaire, l'organisation des épreuves de cette manifestation olympique des sports d'aventure illustre assez bien les difficultés de la coopération transfrontalière. Il faut dire qu'étant donné l'importance du financement européen de l'événement, les responsables de la Communauté ont alors tout intérêt à défendre l'intérêt du dossier. Pourtant les difficultés en Pyrénées sont d'ordre organisationnel mais aussi culturel. La déviation organisationnelle autour de la frontière et les dysfonctionnements observés doivent aux calendriers décalés, aux divers partenariats nationaux qui imposent leur fonctionnement, mais aussi à l'Union européenne qui n'oblige pas les collectivités à la création d'une structure unique de gestion des programmes transfrontaliers. Il faut dire que les États tirent largement

profit de cette « faille » en « recyclant » les crédits qu'ils ont accordés à l'Europe dans une optique résolument nationale. Sinon, les différences de cultures locales entre des sociétés voisines, mais qui ne se connaissent pas suffisamment, amplifient l'épreuve du rapprochement. Autant de rétrospectives qui offrent un pan d'évaluation des politiques publiques au niveau international.

- 21 Enfin, si l'effet d'appel d'une manne européenne n'est plus, ce que les témoignages résument en l'expression « l'Europe vache à lait c'est fini », les coopérations entre Espagne, France et Andorre en Pyrénées restent un sujet de travail avec le passage depuis les années 2000 vers un modèle de coopération territoriale (Levrat, 2006) et les préoccupations nouvelles du développement durable en politique internationale.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLIÈRES J., 1995. – « Les Pyrénées, barrière ou lien linguistique ». In M. BRUNET S., BRUNET et C. PAILHÈS (Eds.), *Pays pyrénéens & pouvoirs centraux XVI^e - XX^e s.*, Foix, Publication de l'Association des amis des archives de l'Ariège, vol. 1, pp. 313-325.
- AUGUSTIN J.-P. et GILLON P., (Eds.). 2004. – *L'Olympisme. Bilan et enjeux géopolitiques*, Paris, Armand Colin.
- BATAILLOU C., 2002. – *L'émergence du fait régional au sein de l'Union européenne : la coopération trans-frontière comme stratégie de développement*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan.
- BELLEFON de R., 2003. – « À propos de l'autre côté de la montagne : l'Espagne des pyrénéistes ». In F. BARTCZAK et J. RAGE (Eds.), *Les Pyrénées entre deux mondes*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, pp. 207-215.
- BITSCH M.-T., 2003. – *Histoire de la construction européenne*, Paris, Complexe.
- CHAPPELET J.-L., 1991. – *Le Système olympique*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- CHAPPELET J.-L. et BAYLE E., 2005. – *Strategic and performance management of Olympic sport organisations*, Champaign, IL, Human Kinetics.
- COLETTI R., 2010. – « Cooperación transfronteriza y trayectorias de desarrollo : aprendizajes de la experiencia europea ». *Si Somos Americanos*, vol. 10, n° 1, pp. 154-173.
- CROZIER M., 1963. – *Le Phénomène bureaucratique*, Paris, Seuil.
- CROZIER M. et FRIEDBERG E., 1977. – *L'acteur et le système*, Paris, Seuil.
- DEFRANCE J., 2000. – « La politique de l'apolitisme : sur l'autonomisation du champ sportif ». *Politix*, vol. 13, n° 50, pp. 13-27.
- DRESSLER-HOLOHAN W., 1992. – « La politique européenne de coopération régionale transfrontalière et les modalités de son application dans le cadre français ». *Espaces et sociétés*, n° 70-71, pp. 113-154.
- ERRAIS B., MATHIEU D. et PRAICHEUX, J., (Eds.). 1990. – *Géopolitique du sport*. Besançon : Publication de l'Université de Franche-Comté.

- FRIEDBERG E., 1993. – *Le pouvoir et la règle*, Paris, Seuil.
- GAUNARD M.-F., 2002. – « Les coopérations transfrontalières en Europe : l'exemple des eurorégions ». In C. DESPLAT (Ed.), *Frontières*, Paris, CTHS, pp. 347-357.
- GOLDSMITH M., 1993. – « The Europeanisation of Local Government ». *Urban Studies*, vol. 30, n° 4-5, pp. 683-699.
- HARGUINDÉGUY J.-B., 2007. – *La frontière en Europe, un territoire ? Coopération transfrontalière franco-espagnole*, Paris, L'Harmattan.
- KEATING M., 1997. – The Invention of Regions. Territorial Restructuring and Political Change in Western Europe. *Environment and Planning C*, vol. 15, n° 4, pp. 383-398.
- LAUDE B., 2004. – *L'Europe en construction depuis 1945*, Paris, Ellipses.
- LEQUESNE C. et DOUTRIAUX Y., 1995. – *Les institutions de l'Union européenne*, Paris, La documentation Française.
- LEVRAT N., 2006. – « La coopération territoriale : adaptation de la coopération transfrontalière aux nouveaux territoires du projet européen ». *Revue des Affaires Européennes*, vol. 15, n° 3, pp. 495-509.
- MORATA F., 1995. – « L'Eurorégion et le réseau C-6 : l'émergence du suprarégionalisme en Europe du Sud ? ». *Pôle Sud*, vol. 3, n° 1, pp. 117-127.
- POLI P., 1995. – *La coopération transfrontalière des collectivités locales françaises et la construction européenne : l'exemple de l'initiative communautaire INTERREG*. Mémoire de DEA, Université Aix-Marseille 3, Aix-en-Provence.
- ROSIÈRE S., 2007. – *Géographie politique et géopolitique*, Paris, Ellipses.
- SOUSSE M., 2006. – « Les aides publiques des collectivités territoriales ». *Revue des Affaires Européennes*, vol. 15, n° 3, pp. 467-482.
- SUCHET A., JORAND D. and TUPPEN J., 2010. – « The History and Geography of a Forgotten Olympic Project: The Spring Games ». *Sport in History*, vol. 30, n° 4, pp. 570-587.
- VELASCO-GRACIET H., 1998. – *La frontière, le territoire et le lieu. Norme et transgression dans les Pyrénées Occidentales*. Thèse de Doctorat, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Pau.

NOTES

1. Une première version de ce travail a fait l'objet d'une communication au Colloque du Comité français Pierre de Coubertin « La gouvernance du sport » organisé à Université de Grenoble les 4, 5 et 6 juin 2009. Remerciements à Dominique Jorand et John Tuppen pour leur aide durant la rédaction ainsi qu'aux experts anonymes qui ont permis d'améliorer ce texte.
2. Élargie depuis 2004 sous le nom d'Eurorégion Pyrénées-Méditerranée.
3. Sources utilisées : rapports techniques, organigrammes internes, contrats de travail et bilans réalisés après les Jeux. Nous avons pu également accéder aux lettres échangées entre les personnes en charge de la compétition sur le terrain (France/Espagne), les organisateurs des Jeux et les responsables du mouvement olympique. Enfin, divers documents d'archives sur la vallée d'Aure et le Sobrarbe espagnol ont été consultés à la mairie de Saint-Lary-Soulan et aux Archives historiques provinciales de Huesca. De plus, huit entretiens semi-directifs avec les principaux

acteurs des Jeux en France et en Espagne ont été réalisés puis traités. Les études de terrain ont eu lieu pendant les étés 2008 et 2009.

4. *Charte des Jeux Pyrénéens de l'Aventure*, Association Jeux Pyrénéens de l'Aventure, Arreau (France) / Aínsa (Espagne), 1993, p. 2 et 4. (Responsable de rédaction : Jean-Pierre Monteil, consultant en tourisme)

5. La notion de gouvernance n'est pas utilisée en concept opératoire, c'est-à-dire en tant qu'outil d'analyse, mais simplement comme dénomination de l'objet étudié. Effectivement le fonctionnement international France/Espagne, public et privé, associatif et salarial des jeux semble bien pouvoir répondre aux principaux indicateurs de la gouvernance quels qu'en soient les conceptualisations précises, par opposition à un fonctionnement étatique ou strictement managérial.

6. Yves Dupin, secrétaire général de la Communauté de travail des Pyrénées, texte d'intervention publié dans les *Actes de la 3e Conférence européenne des régions de montagne*, p. 151. Ou également le texte du rapport du Bureau de représentation en France de la Commission européenne, 1994, *Les Régions françaises dans l'UE*. Luxembourg : Office des publications officielles des CE.

7. Propos retranscrits dans *La dépêche du Midi*, 16 mai 1993.

8. Edition régionale Midi-Pyrénées, France 3, Reportage et sujet de Josiane Magne et Serge Liberge.

9. Les deux structures citées s'occupent du tourisme de nature dans les Pyrénées et notamment de la spéléologie.

10. MOPU & DATAR, 1990, *Los Pirineos: Montana de Europa. Desarrollo de una cooperación transfronteriza*. Actas del coloquio de Jaca, 22 - 23 Junio 1989. Madrid : MOPU.

11. Javier Bergua Sánchez, entretien traduit de l'espagnol 2008.

12. Jacques Rogge, Lettre envoyée le 2 mars 1993 à Maurice Dubarry.

13. « Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure », *La semaine des Pyrénées*, 15 janvier 2004. Puis Jacques Marion, entretien 2008.

14. « Les Jeux Pyrénéens de l'Aventure », *La semaine des Pyrénées*, 15 janvier 2004. Extrait de propos rapportés par Jacques Marion.

15. Maurice Dubarry, entretien 2007.

16. *Petit historique de Saint-Lary en vallée d'Aure*, Brochure éditée par l'office du tourisme de Saint-Lary-Soulan. Jacques Salat, entretien 2007.

17. Intitulé des recommandations de MOPU et de la DATAR, 1989. Voir également, Commission des Communautés européennes, 1992, *Fonds social européen : cadre communautaire d'appui 1990-1992 (objectifs no 3 et 4 : Espagne)*. Luxembourg : Office des publications officielles des CE. Commission des Communautés européennes, 1990, *Guide pour les initiatives communautaires*. Luxembourg : Office des publications officielles des CE. Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, 1988, *La planification de l'espace pour les loisirs et le tourisme dans les pays de la région de la CEE*. New York : Nations Unies.

18. Rapport d'expertise de la société EXCO, Tarbes, document consulté en 2007. Maurice Duchêne, entretien 2007.

19. Maurice Dubarry, entretien 2007.

20. Manolo Bara Alós, entretien traduit de l'espagnol 2009. Lorenzo Otrass Pont, entretien traduit de l'espagnol 2009. Jacques Salat, entretien 2007. Maurice Dubarry, entretien 2007. Jean Mouniq, désigné comme « un des rares qui parle espagnol », entretien téléphonique 2007. *Especial 75 Aniversario de Peña Guera. Diario del AltoAragón*, 29 de noviembre de 2007.

21. Sandrine Valentie, entretien 2009.

22. Maurice Dubarry, entretien 2007.

23. Gilles Goetghebuer, « Jeux Pyrénéens de l'Aventure : un an après les Jeux Olympiques en Espagne et en France, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure ouvrent une fenêtre sur les sports de

demain », *Sport et Vie*, n° 18, Mai/Juin 1993, p. 31-50. Guy Quer, entretien 2007. Sandrine Valentie, entretien 2009. Brigitte Mauret, entretien 2007.

RÉSUMÉS

Organisés au printemps 1993 sur la frontière entre la France et l'Espagne, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure, ou *los Juegos Pirenaicos de la Aventura*, réunirent plus de 1 000 athlètes venus de 26 pays du monde sous les yeux de 21 000 visiteurs. Olympiade des sports d'aventure et de nature patronnée par le CIO, les épreuves se déroulèrent dans la vallée d'Aure en France (département des Hautes-Pyrénées) et le Sobrarbe en Espagne (province de Huesca). Cet article analyse la gouvernance de cette compétition sportive internationale. Plus précisément, cette étude de cas permet d'interroger les modalités d'organisation d'un projet transfrontalier au début des années 1990. Quels sont les différents échanges politiques, sociaux et culturels entre les vallées sur le plan du sport et du tourisme en Pyrénées ? Les résultats montrent un fonctionnement parallèle d'une organisation française et d'une organisation espagnole plutôt qu'un travail de terrain en commun. Division du travail qui permettait de contourner le problème de la langue. La dimension transfrontalière, présente dans cette olympiade de l'aventure en 1993, résulte en fait des pressions de la DATAR au tout début du projet, c'est-à-dire précisément en octobre 1989. Par cet aspect, les Jeux Pyrénéens de l'Aventure 1993 apparaissent le témoin d'une Europe politique en construction au lendemain de 1989.

INDEX

Mots-clés : construction européenne., coopération transfrontalière, Jeux Pyrénéens de l'Aventure, Pyrénées

AUTEUR

ANDRÉ SUCHET

Institut de Géographie Alpine, Laboratoire PACTE, Université de Grenoble, CNRS, Grenoble.